



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

# CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

**Trente-septième session**

**Colombo (Sri Lanka),**

**31 janvier - 2 février 2024 et 19-22 février 2024**

**Déclaration de la Présidente du Comité de la sécurité alimentaire mondiale  
(CSA)**

*Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser au:*

Secrétariat de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique

APRC@fao.org

Monsieur le Ministre de l'agriculture et du secteur des plantations de Sri Lanka,

Monsieur le Directeur général,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Chers collègues,

Mesdames, Messieurs,

1. En ma qualité de Présidente du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), je suis heureuse de m'adresser à vous aujourd'hui, en cette importante occasion: la première des cinq conférences régionales de la FAO qui se tiendront en 2024.
2. J'aimerais exprimer mes sincères remerciements au pays hôte, Sri Lanka, et à tous les organisateurs pour les méticuleux efforts qu'ils ont déployés afin d'accueillir cette réunion majeure.
3. J'aimerais également vous exprimer ma gratitude, Monsieur le Directeur général, pour cette invitation et le privilège qui m'est accordé d'échanger avec vous sur le caractère multidimensionnel des moteurs de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.
4. Face aux nombreux défis, le CSA joue un rôle essentiel en tant que plateforme de dialogue à l'appui d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable aux niveaux national et régional.
5. Les directives et recommandations sur les politiques formulées par le CSA qui sont particulièrement pertinentes pour la région Asie-Pacifique sont notamment celles concernant les données, l'investissement responsable, la résilience face au changement climatique, la jeunesse, la nutrition, la production agricole et l'élevage durables, les pertes et gaspillages alimentaires et les directives relatives au droit à l'alimentation.
6. L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), par exemple, a mis au point un cadre régional pour l'investissement responsable dans l'agriculture (IRA) et les systèmes alimentaires aligné sur les Principes du CSA pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires (Principes CSA-IRA), et mène des initiatives au Viet Nam, en Indonésie et en République démocratique populaire lao.
7. Les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale ont été largement diffusées et adoptées par différents organes gouvernementaux afin d'éclairer les processus de réforme juridique aux niveaux national et infranational, et ont été mis en œuvre dans le cadre de nombreux projets en Asie, notamment en Mongolie et dans la région du Mékong.
8. En République démocratique populaire lao, une série de consultations régionales et nationales s'est tenue en 2023 et s'est appuyée sur les Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition pour favoriser et guider un dialogue inclusif entre différentes institutions, différents secteurs et l'ensemble des parties prenantes concernées en vue de façonner le plan d'action national pour des systèmes alimentaires durables.
9. Les perspectives de développement de projets similaires démontrent que les accords de politique générale du CSA sont adaptables à différentes échelles et à différents contextes régionaux et nationaux. Les derniers à avoir été adoptés par consensus lors de la session plénière du CSA portent sur la promotion de la participation et de l'emploi des jeunes dans les systèmes agricoles et alimentaires, sur l'égalité des genres, ainsi que sur la collecte et l'analyse de données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition.
10. Les Recommandations de politique générale du CSA sur la promotion de la participation et de l'emploi des jeunes dans l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la sécurité alimentaire et la nutrition encouragent l'adoption de politiques publiques visant à mettre en place un environnement propice susceptible de canaliser l'énergie et les compétences des jeunes en vue de rendre l'agriculture et les systèmes alimentaires plus durables et de promouvoir une meilleure sécurité alimentaire et de meilleurs résultats en ce qui concerne la nutrition.

11. Les Directives volontaires sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition fournissent des orientations concrètes sur les politiques en vue d'intégrer les questions d'égalité des genres à tous les niveaux de l'agriculture et des systèmes alimentaires. Ces directives visent à renforcer la cohérence des politiques au sein des programmes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, à promouvoir la coordination et le caractère complémentaire des actions menées pour lutter contre les causes premières des inégalités entre les genres et de toutes les formes de violence et de discrimination à l'égard des femmes et des filles ayant des incidences négatives sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

12. Les Recommandations de politique générale sur le renforcement de la collecte et de l'utilisation des données et outils d'analyse relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition visent à renforcer les capacités des parties prenantes, en particulier des gouvernements, en matière de collecte, d'analyse et d'utilisation de données sur la sécurité alimentaire et la nutrition. L'objectif est de promouvoir une prise de décision efficace, inclusive et fondée sur des données factuelles à l'appui de la réalisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le cadre de la sécurité alimentaire nationale, avec de potentielles conséquences positives sur les vies et moyens d'existence de millions de personnes dans le monde. Le manque de données sur la sécurité alimentaire et la nutrition, en particulier dans la région Pacifique, a été présenté comme l'un des problèmes clés lors de la réunion des hauts fonctionnaires de la Conférence régionale.

13. D'une manière générale, les travaux du CSA des quatre prochaines années seront guidés par le Programme de travail pluriannuel pour 2024-2027. Ce programme, récemment adopté, distingue quatre axes de travail: renforcer l'équité et l'inclusivité, favoriser la résilience, promouvoir les actions de protection de la planète, et renforcer les moyens de mise en œuvre.

14. Chaque activité thématique prévue pour chacun de ces axes est stratégiquement conçue dans l'optique de traiter au moins un de ces problèmes régionaux et mondiaux. Ce faisant, le CSA vise à contribuer activement à la réalisation progressive du droit à une alimentation adéquate, ainsi qu'à l'objectif de développement durable (ODD) 2, «Faim zéro».

15. L'un des éléments centraux du programme de travail actuel consiste à étudier l'application effective des directives de politique générale dans différents pays et régions, y compris la région Asie-Pacifique. Cet élément, qui coïncide avec les défis et priorités spécifiques mis en exergue à cette session de la Conférence régionale, intégrera les questions soulevées lors de la réunion ministérielle spéciale consacrée aux petits États insulaires en développement (PEID), aux pays les moins avancés (PMA) et aux pays en développement sans littoral (PDSL). À cet égard, je me réjouis des discussions complémentaires que nous aurons dans le cadre des tables rondes ministérielles.

16. Le CSA reste fermement engagé à s'employer, aux côtés de la FAO, à vous soutenir dans votre action en tant que responsables de l'élaboration des politiques, et à élaborer, en coopération avec les parties prenantes régionales et nationales, des politiques et des stratégies globales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. La collaboration des organismes ayant leur siège à Rome s'étend à la diffusion des outils de politique générale du CSA aux niveaux régional et national. À cet égard, la FAO, le PAM et le FIDA apportent un soutien considérable, aux plans financier, technique et stratégique, au programme de travail du CSA.

17. Dans cet esprit de collaboration, j'encourage vivement tous les pays membres à prendre activement part à la mise en œuvre des recommandations formulées par notre Comité, en les traduisant en stratégies nationales – ensemble, nous pouvons aller de l'avant afin d'atteindre nos objectifs communs.

18. J'enjoins chaleureusement tous les pays qui ne sont pas encore membres du CSA à rejoindre notre famille. Votre participation et votre contributions actives sont essentielles pour nourrir le dialogue mondial sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Alors que nous nous efforçons d'intensifier nos progrès, j'encourage les ministres à participer activement au segment de haut niveau de la 52<sup>e</sup> session plénière du CSA qui se tiendra prochainement, au moins d'octobre. Dans ce cadre, nous aurons l'occasion de faire avancer collectivement les débats, de partager les enseignements tirés de

nos expériences respectives, et de définir les priorités à suivre dans nos politiques en vue de contribuer à l'effort mondial visant à établir une sécurité alimentaire durable.

19. Pour conclure, j'aimerais exprimer ma gratitude à l'égard de tous les participants, intervenants et organisateurs pour leurs précieuses contributions. Favorisons une collaboration durable et renforçons notre engagement en faveur de la réalisation de nos objectifs régionaux et mondiaux que sont l'élimination de la faim, de la pauvreté et de la malnutrition.

20. Je vous remercie pour votre engagement et votre soutien.

21. **M<sup>me</sup> Nosipho Nausca-Jean Jezile, Ambassadrice, Présidente du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)**